

UN A310 S'EST ABÎMÉ EN MER HIER

Les Airbus, des avions sûrs ?

La série noire continue pour Airbus. Un A310 s'est abîmé hier en mer près des Comores, un mois après la catastrophe de l'A330. La sécurité à bord d'Airbus est montrée du doigt. Le constructeur se défend, arguant que l'avion de la compagnie Yemenia était ancien. Il avait fait l'objet d'un contrôle en France qui avait révélé des défauts.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le crash de l'A310 pose, une fois de plus, la question de la sécurité à bord des avions. Même si aucune thèse n'est encore privilégiée, cet accident met à mal le constructeur français qui tente de se défendre. Ce dernier a aussitôt dépêché une équipe de spécialistes pour enquêter sur les causes du crash. Selon Airbus, 214 appareils A310 sont opérationnels dans le monde. L'ensemble de la flotte de ces appareils a accumulé 11,7 millions d'heures de vol au cours de 4,5 millions de trajets.

L'A310 a connu au total 8 accidents mortels, faisant 673 victimes. Il a tenu à préciser que les accidents des vols AF447 et IY626 sont de nature très différente. Yemenia est, selon Airbus, considérée comme une compagnie moins sûre qu'Air France, l'avion était plus vieux et il volait plus bas, alors qu'il s'apprêtait à atterrir.

Le seul point commun entre les deux événements : aux Comores aussi, le temps était exécrable. Comme pour

appuyer Airbus, le secrétaire d'Etat français aux Transports a indiqué que «l'Airbus A310 en cause avait été contrôlé en 2007 par la Direction générale de l'aviation civile en France, et elle avait constaté un certain nombre de défauts. L'appareil, depuis, n'était pas réapparu dans notre pays.

La compagnie n'était pas sur liste noire mais faisait l'objet, de notre part, d'un contrôle renforcé et devait être auditionnée prochainement par le comité de sécurité de l'Union européenne.»

Une thèse que dément le ministre yéménite des Transports Khaled al-Wazir, qui a affirmé que l'Airbus A310-300 de Yemenia qui s'est abîmé près des Comores, n'avait pas de problème technique particulier et avait assuré la semaine dernière un vol sur Londres.

L'avion avait été construit en 1990 et utilisé par la compagnie yéménite depuis 1999. Il avait effectué 17 300 heures de vols et comptait 51 900 heures de service. Le A310, bi-



Photo : DF

153 personnes se trouvaient à bord.

réacteur long-courrier, est entré en service en 1983 et n'est plus fabriqué depuis juillet 2007.

L'avion de la compagnie Yemenia effectuait une liaison entre le Yémen et les Comores. La compagnie aérienne indiquant que 153 personnes se trouvaient à bord de l'appareil, dont 11 membres d'équipage. Dans la mati-

née d'hier, un avion affrété par les autorités comoriennes a repéré la carlingue de l'appareil, des débris et des traces de carburant à quelques kilomètres des côtes.

Des cadavres flottant à la surface de l'eau ont été vus et une nappe de carburant a été repérée à quelque 16 à 17 milles de Moroni. Selon des témoins

à l'aéroport de Moroni, l'appareil a semblé entamer son approche pour atterrir, avant de repartir soudain, puis disparaître. Les conditions météorologiques étaient mauvaises, avec des vents de 61 nœuds. Seule bonne nouvelle de la journée, un enfant a survécu à ce crash. La Commission européenne a proposé,

hier, de constituer une liste noire mondiale des compagnies aériennes dangereuses. Le commissaire européen aux Transports, Antonio Tajani, fera cette proposition dans quelques jours, lors d'une rencontre à Bruxelles avec les présidents du Conseil de l'Organisation de l'aviation civile internationale.

N. I.

RÉFUGIÉS PALESTINIENS

Karel de Gucht, ministre belge des Affaires étrangères, tance Israël

A l'occasion du 60^e anniversaire de l'UNRWA (Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens), le ministre belge des Affaires étrangères n'y est pas allé tendrement avec Israël.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Lors d'une cérémonie organisée à Bruxelles en cette circonstance, il a dit : «C'est une honte», en évoquant le drame des réfugiés palestiniens.

Le relex belge, flamand, connu ici pour ne pas avoir la langue dans la poche, a franchi encore une ligne. Il a aussi déclaré : «Une bonne partie du gouvernement israélien est d'avis qu'aucun droit au retour ne peut être garanti aux Palestiniens.» Ce que Degucht trouve, évidemment, scandaleux.

Il le rappellera à l'occasion : «Le droit au retour n'est pas seu-



Karel de Gucht indigné.

lement réclamé par les Palestiniens. En fait, il est garanti par le droit international.» Le genre de propos que les Israéliens n'aiment pas entendre.

Les fléchettes trempées dans de l'acide de Karel de Gucht sortent encore et partent, cette fois-ci, en direction d'un dogme, d'une pierre angulaire doctrinale

de l'Etat d'Israël. «Ce problème» (celui des réfugiés, ndlr) est très difficile à résoudre parce que l'idée des Israéliens est que leur Etat doit être juif.»

Cette sortie fracassante du ministre belge va, c'est certain, tendre davantage les relations entre la Belgique et Israël. Il y a quelques années, déjà, l'on s'en souvient, les deux pays avaient failli en venir «aux mains», à cause de la loi dite de compétence universelle qui permettait à tout juge du royaume d'interpeller, d'incarcérer et de condamner tout responsable se trouvant en Belgique.

Une seule condition à cela : une ou des plaintes déposées en bonne et due forme par des citoyens ou des associations représentant ces derniers.

Ariel Sharon, alors chef de gouvernement d'Israël, avait dû annuler, en dernière minute, une visite à Bruxelles de peur d'être embastillé au pays de Jacques Brel...

Karel de Gucht a-t-il ouvert la boîte de Pandore ?

A. M.